

# Loi N° 52/63 du 02/12/1963 modifiant la loi 75/59 du 23 décembre 1959 portant création et statuts de la chambre du Commerce d'agriculture, d'Industrie et des mines de la République Gabonais

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République, Chef du Gouvernement promulgue la loi dont la teneur suit:

**Art. 1er.** - Les dispositions prévues à l'article 35 de la loi 75/59 du 23 décembre 1959 portant administration financière de la Chambre de Commerce sont abrogées et remplacées par les suivantes :

**Art. 35.** - Il est pourvue aux dépenses ordinaires de la Chambre de Commerce au moyen :

- d'une ristourne sur le produit de la taxe sur le chiffre d'affaires intérieurs et de la contribution des patentes et licences .
- d'une quote-part de la taxe sur le chiffre d'affaires à l'exportation et d'une quote-part de la fraction de la TCA à l'importation versée au Budget de fonctionnement.
- de redevances.

Les ristournes sur impôts calculées sur le montant total des droits recouverts et les versements sont effectués par voie de mandatement au compte du budget sur présentation d'un état dressé par le Trésorier Payeur dans les quinze premiers jours de chaque trimestre, d'après les recouvrements effectués au cours du trimestre précédent, sous déduction de remboursements ordonnancés au cours de la même période.

Le taux de ces ristournes, quote-part, et redevances est fixé chaque année par la loi de Finances ; l'absence de toute nouvelle proposition valant reconduction du taux en vigueur l'année précédente.

Les autres revenus dont dispose la Chambre de Commerce sont constitués par :

- le produit de l'exploitation des établissements qu'elle administre dans les conditions prévues aux articles précédents, ainsi que les dividendes des Sociétés d'Economie Mixtes ou d'autres d'intérêt public dont elle est actionnaire.
- le produit de l'aliénation des biens meubles et immeubles qu'elle possède, l'aliénation des immeubles étant, effectuée sur l'autorisation préalable et spéciale des Ministres des Finances et de l'Economie Nationale.
- les dons, legs, subventions et fondations dévolus à la Chambre de Commerce par les administrations publiques ou les particuliers et acceptés par elle après autorisation des Ministres des Finances et de l'Economie Nationale.
- les intérêts des fonds placés.

**Art. 2.** - La présente loi qui entrera en vigueur pour compter du 1er janvier 1964 sera exécutée comme loi de l'État et sera publiée selon la procédure d'urgence

Libreville, le 2 décembre 1963

**Léon MBA**

Par le Président de la République,

Le	Ministre	des	Finances,
<b>Ntoutoume-Obame Lubin</b>			
Le	Ministre	de	l'Economie Nationale
<b>A.G. ANGUILE</b>			